



L'Internationaliste

"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"



Mai 68,

40 ans après...

Hors série n°5 - Mai-Juin 2008 - 1 Euro

Groupe Socialiste Internationaliste
Section française de la Ligue Internationale des Travailleurs IV^e Internationale

L'actualité de mai 1968

Introduction à la réunion-débat organisée par le GSI le 10 mai 2008

Lorsque le GSI convoque une réunion sur les événements et l'actualité de mai 1968, son objectif est clairement lié aux nécessités pratiques de la situation actuelle. Nous ne sommes pas ici pour commémorer, ni pour philosopher sur les événements de 68. Ce qui nous rassemble ici, c'est une volonté commune de lutter, aujourd'hui, contre le capitalisme, système économique anarchique qui plonge de jour en jour toujours plus de travailleurs dans la misère, l'oppression et la barbarie.

Revenir sur 1968, discuter et saisir la lutte intense qui a marqué l'année 1968, doit nous servir à analyser la situation actuelle et nous donner des outils pour agir aujourd'hui.

Le Groupe Socialiste Internationaliste est issu d'une longue tradition de lutte de la classe ouvrière internationale. Une lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme qui doit aboutir au renversement de cette exploitation, le capitalisme impérialiste, pour instaurer un système économique planifié, dirigé par les travailleurs, et qui visera la satisfaction des besoins sociaux pour tous, au lieu de la satisfaction des besoins aveugles de profits de la machine capitaliste actuelle. Une société mondiale fondée sur la propriété collective des moyens de production et d'échange, dirigée par des conseils ouvriers et paysans : le socialisme.

La mondialisation financière n'est pas une forme récente du capitalisme. Le capitalisme s'est même développé grâce à la mondialisation des échanges commerciaux et la mondialisation de l'exploitation industrielle. Le capitalisme est fondamentalement international dans son ampleur, même si le capital garde une base nationale. Le combat contre cette économie pourrissante est une lutte dans l'arène du monde entier ; en unifiant un marché international, le capitalisme a permis l'émergence d'une classe révolutionnaire en soi, la classe ouvrière.

C'est pourquoi la principale tâche pratique à laquelle se sont attachés Marx et Engels est la constitution de l'Association Internationale des Travailleurs, la première Internationale. Seul un parti mondial, organisant les travailleurs pour prendre le pouvoir dans la perspective du socialisme, est à même de réaliser les mots d'ordre fondamentaux du Manifeste du Parti Communiste : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », et « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

C'est également pour cette raison que le GSI est la section française de la Ligue Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale. Ce parti ouvrier international se bat pour la construction d'une organisation mondiale des travailleurs ; organisation qui, pour nous, est historiquement la Quatrième Internationale.

La révolution russe d'octobre 1917 dirigée par le parti bolchevik, puis sa dégénérescence bureaucratique incarnée par le stalinisme, nous laisse deux leçons essentielles.

La première : la classe ouvrière est bien une classe révolutionnaire, comme l'avait démontré Marx. La classe ouvrière a montré que, dans un pays aussi arriéré industriellement que la Russie du début du 20^{ème} siècle, elle était capable de prendre le pouvoir, de détruire le féodalisme et, dans le même mouvement, de desti-

tuer la bourgeoisie, dans une lutte permanente pour son émancipation.

Elle est une classe révolutionnaire et, même aujourd'hui, la seule classe révolutionnaire. Le capitalisme arrivé à son stade suprême, l'impérialisme, défini par Lénine comme l'ère du capitalisme financier, des monopoles, des luttes acharnées pour le repartage permanent du monde, est un capitalisme qui n'engendre que la guerre. Il n'est plus capable de développer les forces productives de l'humanité. Il les entrave au contraire, provoquant des explosions au sein même du système qu'il a créé, poussant les masses à réagir vers son dépassement révolutionnaire. L'impérialisme est l'ère des guerres et des révolutions. La barbarie imposée aux peuples et aux travailleurs ne peut être anéantie que par la révolution prolétarienne, la révolution socialiste.

La seconde leçon : la révolution sera nécessairement internationale. L'isolement de la Russie soviétique, l'échec du développement de la Révolution en Europe, significativement en Allemagne, sont les raisons principales de la dégénérescence de la révolution bolchevique, trahie à partir de 1924 avec la théorie stalinienne du « socialisme dans un seul pays ». Le poids de la dégénérescence a fait reculer de plusieurs décennies la perspective du socialisme.

En contrôlant la majeure partie des travailleurs en lutte dans le monde, les partis communistes staliniens ont sauvé le système capitaliste, ont permis l'émergence du fascisme contre la classe ouvrière, ont nourri les illusions du réformisme et du chauvinisme au sein de la classe ouvrière et, enfin, ont participé à la restauration du capitalisme en Union Soviétique et dans les pays où il avait été exproprié.

L'étude de Mai 68, aujourd'hui, doit nous permettre de comprendre le rôle dramatique des partis communistes à une époque d'effervescence de la lutte de classe. Nous remettre dans les événements devra nous amener à nous interroger sur la nécessité de la prise du pouvoir par les travailleurs et ses conditions.

La Quatrième Internationale fondée par Léon Trotsky est née de l'opposition à la bureaucratie stalinienne et dans la continuité du combat de la III^{ème} Internationale. Il est donc important de saisir le rôle et l'influence des trotskistes durant l'année 1968.

La crise du capitalisme est à un point tel, qu'elle menace la survie même de l'humanité. 800 millions de personnes risquent la mort par famine au nom de la spéculation de quelques capitalistes soit disant « amoraux ». Nous vivons dans une course à l'exploitation toujours plus intense des travailleurs, une exploitation qui livre les travailleurs à toujours plus de chômage et de misère.

Les émeutes de la faim, les grèves dures, comme celle des travailleurs de Dacia en Roumanie, démontrent la nécessité de proclamer haut et fort la perspective du communisme. Mais aujourd'hui, tout comme en 1968, la classe ouvrière manque de l'outil indispensable à sa victoire : un parti ouvrier mondial.

Cette conférence/débat est en définitive une invitation à la réflexion, pour l'organisation et l'action révolutionnaire.

Greg.

Mai 1968, 40 ans après

Quelle est l'actualité de Mai 1968 ?

Pourquoi se réunir en mai 2008 pour parler de mai 1968 ? Pourquoi, devant un auditoire en moyenne aussi jeune ? Pourquoi, alors que le « conférencier » lui-même n'avait que neuf ans cette année-là ? Pour une commémoration ? Certainement pas... !

Laissons à d'autres les réjouissances bruyantes et festives ou, pire, les excuses honteuses pour leur jeunesse turbulente, eux qui sont maintenant ralliés au « réalisme économique », à l'économie de marché, « sociale » ou non ; eux, ralliés au capitalisme qu'ils ont le culot de présenter comme l'horizon indépassable de l'humanité - nous y reviendrons -, nous aurions tort de les laisser dormir tranquilles sur leurs oreillers de billets.

Pour les marxistes, l'histoire n'est pas une sorte de fétiche, un totem devant lequel il conviendrait de s'incliner sous peine de voir s'abattre on ne sait quelle catastrophe. Ce sont les humains qui font leur histoire et non des divinités. Pour nous, la lutte des classes est le moteur de l'histoire depuis que des classes sociales aux intérêts antagoniques existent, soit, depuis 6 millénaires environ. Aussi, le passé nous permet de réfléchir sur le présent, pour éclairer l'avenir.

Débattre de mai 68 quarante ans après, c'est tirer des enseignements sur ce qu'a été ce moment de l'histoire, c'est tirer un bilan de la période qui s'est écoulée depuis, pour mieux nous disposer pour les affrontements sociaux et politiques qui ne manqueront pas de se produire.

Débattre de mai 68, c'est également procéder à un réarmement idéologique nécessaire pour tout militant qui ambitionne un autre avenir pour le monde que la course à la misère sous prétexte de « concurrence libre et non faussée », pour ne reprendre que les termes du Traité constitutionnel européen.

En conséquence, il est essentiel de démonter l'opération médiatique en cours et de revenir sur ce que fut la grève générale de mai-juin 68 car, ces derniers mois, d'autres forces politiques, d'autres classes sociales ne se sont pas privées, elles, de re-visiter les « événements de mai 68 », re-visiter mai 68 pour mieux réviser l'histoire du demi siècle écoulé. Il en est ainsi, par

exemple, du discours de Sarkozy à Bercy l'an dernier. Voilà la couverture idéologique d'une offensive contre la classe ouvrière et la jeunesse : dénigrer 1968 pour mieux frapper en 2008.

Les « événements de mai 68 »

En 1968, la bourgeoisie a eu peur, on va le voir. La bureaucratie stalinienne et la social-démocratie, alliées de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, ont également eu peur et ce, pas seulement en France, loin de là ! Aussi, de la part de la bourgeoisie de 2008, la haine à l'encontre de ce qu'a signifié 1968 pour toute une génération de jeunes et de travailleurs est à la hauteur de cette peur.

Cette haine est à mettre en relation avec la volonté de la bourgeoisie de revenir sur les acquis de 1968, comme elle n'a eu de cesse de revenir, également, sur les acquis antérieurs du mouvement ouvrier. La bourgeoisie a ainsi « naturellement » implémenté, avec le temps, une véritable entreprise de révision historique en vue de charger « les événements de mai 68 » de tous les maux, et de clouer au pilori de l'histoire les ouvriers et les étudiants acteurs de l'explosion sociale.

Aussi, pour Sarkozy et bien d'autres, il convient de transformer mai 68 en une sorte d'incongruité, un moment de relâchement dans tous les domaines dont il serait urgent de surmonter et de liquider définitivement les séquelles. Le sarkozysme insiste : il fait de mai 68 le point de départ du « déclin » de « la France éternelle » ; bien entendu, un déclin théorisé par les économistes standards à l'image de Nicolas Baverez. Souvenons-nous : ce fut le thème central de la première partie de la campagne présidentielle. La cause du « déclin » fut rapidement identifiée, mai 68 ; le remède est donc tout trouvé, et tourner la page de ce moment d'égarément permettra d'amorcer la régénération. Il y a bien du Maurras dans Sarkozy, comme dans de Gaulle...

Pour la bourgeoisie, donc, en mai 1968 il y a eu « des événements ». C'est ainsi. Dire les « événements d'Algérie », pour ne pas dire la « guerre » ou la « révolution » ou la « lutte de libération nationale » ; dire les « événements de mai 68 », pour ne pas dire la « grève

générale », ou « l'insurrection ouvrière et populaire ».

C'est pourquoi il est de bon ton, aujourd'hui, de « commémorer » mai 1968 pour stériliser cette période féconde, lui ajouter un zeste de romantisme et de nostalgie, histoire que l'opération soit, en toute logique capitaliste, rentable. Ainsi, on ne compte plus les articles, revues, livres, documentaires et débats à la radio ou à la télévision ; comme on ne compte plus les sites web et autres « blogs » où chacun peut y aller de sa contribution à un échange qui reste, cependant, très souvent cantonné à une approche nationale du phénomène, voire même nationaliste quelques fois. Comme si 1968 pouvait se réduire aux frontières étroites de ce pays !

Le premier volet consiste en une sorte de banalisation ; tout y est passé : le LSD, le mouvement hippy, les libéraux-libertaires, les « étudiants-diant-diant » affrontant les « CRS-SS », sans qu'on sache trop pourquoi et sans qu'on aborde la responsabilité de telle ou telle force politique. On y expose « des événements » sans queue ni tête, et une grève, qui s'arrêtent parce que l'essence est revenue dans les stations services et que les ouvriers, qui en ont assez de leurs débats sans fin avec les étudiants, préfèrent partir en vacances plutôt que faire grève. Voilà comment on nous présente généralement cette période. La preuve : le parlement bleu horizon élu en juin 68. C'est ce qui ressort en substance de ces commémorations.

Jusqu'à cette émission du 1er mars sur RTL qui réunit, entre autres, Charles Pasqua (co-fondateur du SAC - le service d'action civique, la police politique du gaullisme - et ministre de l'intérieur à plusieurs reprises), Serge July (ex-maoïste, fondateur de la « gauche prolétarienne » puis du quotidien Libération) et... Daniel Cohn-Bendit, « anarchiste », « figure » de mai 68, aujourd'hui adjoint à la mairie de Francfort et député européen pour les Grünen (Verts). Lors de cette émission, cadrée par Laurence Ferrari, ces braves gens échangent des blagues de potaches sur un ton badin. « Dany-le-rouge » y va même de l'incontournable scoop qui fait le sel de ce genre d'émission : en l'occurrence, une confidence que lui aurait faite Alain Madelin à

propos des coulisses de mai 68... A. Madelin, fondateur du groupuscule fasciste Occident qui a affronté les étudiants de façon violente à cette époque, en relation avec le SAC !

Tout est dans ce genre de réunion d'anciens combattants qui rigolent en se tapant sur le ventre : 68 fut une vaste plaisanterie. « *Les manifestants, c'était les joints et les flics, c'était la gnôle.* » dit Cohn-Bendit. Le public est mûr pour la suite.

Le second volet consiste à explorer la biographie de certains militants de l'époque, « trotskystes » parfois, maoïstes surtout, ou anarchistes. Ils sont devenus des éléphants du PS (Jospin et Weber ou, plus discrètement, A. Geismar, entré au cabinet d'A. Laignel sous Rocard, Premier ministre de Mitterrand). Passés au judaïsme ou au christianisme sous leur expression mystique comme Benny Lévy, ils se sont ralliés au capitalisme vilipendé jadis, tel D. Kessler. Cet ex-numéro 2 du MEDEF, en tant que représentant de la Fédération française des compagnies d'assurance, dirige aujourd'hui une importante multinationale de réassurance. Ils se sont aussi intronisés chantres officiels du néo conservatisme, à l'image d'A. Glucksman. Ces derniers sont, tous trois, issus du maoïsme...

Le message de la bourgeoisie est clair et récurrent : il n'y a pas d'alternative au capitalisme. La révolution est une impasse, elle dévore ses enfants. Ceux qui ont dirigé le mouvement à l'époque étaient des cyniques qui en ont fait leurs choux gras. Les perdants sont les travailleurs, qui non seulement sont rentrés dans les rangs mais qui sont également responsables de leur « défaite » par leur « embourgeoisement » et leur ralliement à la « société de consommation ».

Bref, la bourgeoisie de 2008, le gouvernement Sarkozy, les média du pouvoir, donnent acte aux délires du gauchisme décomposé d'après 1968. La responsabilité des staliniens et des sociaux-démocrates est bien entendue évacuée, la « défaite » de mai 68 ne fait qu'anticiper la « défaite du communisme », CQFD !

Voilà l'orientation de la présentation de mai 68 dans les média d'aujourd'hui. Or, l'histoire est toute autre, non seulement dans ce pays mais dans le monde entier, et elle mérite qu'on la réhabilite comme marxistes, afin d'éclairer les affrontements qui approchent.

1968 : une montée révolutionnaire à l'échelle du monde

La Seconde guerre mondiale a engendré des destructions sans précédent. Les capitalistes se sont repartagé le monde, la période de reconstruction qui a suivi se terminant au milieu des années 60. Les gouvernements qui avaient du concéder des acquis à la classe ouvrière, et acheter au passage les bureaucrates staliniens et sociaux-démocrates pour conserver le pouvoir, se trouvent-ils désormais, de par la logique même du capitalisme, dans l'obligation de reprendre ce qu'ils ont lâché. La situation économique se tend brutalement à ce moment-là. Dans ce pays, c'est l'époque des « grands projets » du gaullisme qui ambitionne réorganiser le capital industriel, sous l'égide de l'Etat, avec l'aide de fonds publics.

La vague révolutionnaire qui a balayé le monde, suite à la défaite du nazisme et des régimes qui lui étaient liés, a pu être endiguée tant bien que mal, par les staliniens essentiellement. Cependant, des mouvements de libération nationale continuent à secouer nombre de pays coloniaux ou semi-coloniaux.

Parmi ces mouvements, deux auront un impact direct sur les explosions qui vont se multiplier autour de l'année 1968 : l'indépendance algérienne acquise en 1962, au terme d'une guerre sale menée par l'impérialisme français sous le vocable « d'opération de maintien de l'ordre ». Opération qui a fait, selon les historiens algériens, 1,5 millions de morts. La révolution algérienne sera contenue par le FLN, lié aux staliniens, mais elle a comme conséquence directe la fin de la IV^{ème} République, l'arrivée de De Gaulle au pouvoir à l'occasion du coup d'état du 13 mai 1958 et le putsch militaire de Salan, Challe et consort qui se prolonge dans le combat contre-révolutionnaire de l'OAS. Un million d'européens (les « pieds noirs ») sont « rapatriés » entre avril et juillet 1962. L'impérialisme français, qui a transféré les pouvoirs de police à l'armée et lui a donné le feu vert pour pratiquer la torture, a engagé les appelés du contingent dans cette guerre coloniale avec toutes les conséquences qu'on peut imaginer. Mai 68 se produit six ans après la défaite de l'impérialisme français en Algérie.

Le second mouvement de libération nationale commence avec l'impérialisme français et la défaite de celui-ci à

Diên Biên Phu, et se poursuit avec l'impérialisme américain : c'est le Vietnam. En février 1968, l'offensive Nord-Vietnamienne du Têt, qui est une défaite militaire, provoque cependant un retournement dans l'opinion aux Etats-Unis où le mouvement trotskyste est relativement puissant (SWP).

La conjonction de la nouvelle situation économique et des mouvements de lutte anti-coloniale (sur fond de craquements dans l'appareil stalinien contre-révolutionnaire, suite à l'écrasement dans le sang de la révolution hongroise des conseils ouvriers, en 1956), provoque une montée révolutionnaire dans le monde entier.

Aux USA, en février 1968 également, trois étudiants sont tués lors d'une manifestation pour les droits civiques. Dans un pays où demeure vivace le souvenir de l'assassinat de Malcolm X trois ans plus tôt, celui de Martin Luther King, le 4 avril, apporte objectivement à la minorité noire la confirmation « qu'il ne peut y avoir de capitalisme sans racisme », pour citer Malcolm X justement. Des émeutes se produisent dans 125 villes, émeutes réprimées dans le sang par la garde nationale.

En février 1968, également, éclate un mouvement de contestation du stalinisme en Tchécoslovaquie, renouant avec la Hongrie de 1956. Malgré la recherche d'une sorte de compromis par le secteur de la bureaucratie lié à Dubceck, l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie, en août, vient mettre fin brutalement au « printemps de Prague », mais cette intervention provoque des mobilisations anti-bureaucratiques en URSS même, mobilisations qui vont culminer en 1970 en Pologne où déjà, en 1968, les étudiants manifestent.

Dans cette période, en Indonésie, en réponse à la montée révolutionnaire, l'arrivée au pouvoir -après Soekarno- de Suharto, poulain de Washington, aura comme conséquence l'assassinat de 500 mille à 1 million de personnes victimes de la répression de masse.

Au Japon, la jeunesse se mobilise. En Allemagne aussi, où Rudi Duschke, dirigeant du SDS, l'organisation de la jeunesse socialiste indépendante de la direction du SPD, survit à une tentative d'assassinat par l'extrême-droite. En Italie également, les étudiants descendent dans la rue. Dans ce dernier pays, les grèves se multiplient et convergent

en 1970 en une grève générale qui mettra le régime en danger.

Comme une riposte politique à la « guerre des six jours » de 67, apparaît à Irbid en Jordanie, le premier soviet (conseil ouvrier) du monde arabe, comme un élément de la révolution palestinienne, révolution que le roi Hussein tentera d'écraser dans le sang en septembre 1970 (« septembre noir »). En Irlande, au Kosovo déjà, la lutte contre l'oppression nationale connaît en 1968 un nouvel élan.

Au Mexique, c'est d'actualité, on connaît tous le poing levé de Tommie Smith sur le podium du 200 mètres des jeux olympiques ; on sait moins que, une semaine auparavant, le gouvernement du PRI ordonne tirer sur une manifestation étudiante à Mexico, faisant près de 50 morts...

C'est aussi l'Afrique du sud où l'aggravation de l'apartheid provoque de plus en plus de mobilisations déterminées, malgré les obstacles mis par les staliens. En Algérie, l'indépendance n'a pas mis fin à la révolution et le nouveau pouvoir est régulièrement contesté.

L'année suivante, un mouvement insurrectionnel éclate en Argentine, essentiellement à Rosario et à Cordoba, d'où le nom de « cordobazo ». Dans toute l'Amérique latine déferle en fait l'écho de la Révolution cubaine que Castro tente d'endiguer en se liant à la bureaucratie stalinienne. Ce mouvement va atteindre un sommet au Chili où, avec l'élection de S. Allende à la tête du pays, l'aiguinement de la lutte des classes va rapidement déboucher sur une situation révolutionnaire à laquelle l'impérialisme US répondra par l'organisation d'un coup d'état portant Pinochet au pouvoir, le 11 septembre 1973. Dans le même temps, la répression se généralise en Argentine, où le général Videla prendra le pouvoir en 1976.

Selon la formule de Marx, on voit bien dans les années qui entourent 1968 que « la lutte des classes est nationale dans sa forme et internationale dans son contenu ». Cette très brève évocation du contexte international de mai 68 permet de replacer dans sa perspective historique l'affrontement entre le capitalisme impérialiste allié aux sociaux démocrates et au staliens d'une part, et les travailleurs, paysans, jeunes et peuples opprimés, d'autre part.

La grève générale de mai-juin 68 dans ce pays n'est « que » **la manifestation nationale d'un mouvement de la**

classe ouvrière à l'échelle du monde et, dès lors, on comprend bien que la bourgeoisie et ses alliés aient pu avoir si peur.

La grève générale de mai-juin 68 en France.

On le rappelle souvent, le très informé quotidien « le Monde » titrait son éditorial du 15 mars 1968 « Quand la France s'ennuie ». Citation : « (...) *La jeunesse s'ennuie. Les étudiants manifestent, bougent, se battent en Espagne, en Italie, en Belgique, en Algérie, au Japon, en Amérique, en Egypte, en Allemagne, en Pologne même. Ils ont l'impression qu'ils ont des conquêtes à entreprendre, une protestation à faire entendre, au moins un sentiment de l'absurde à opposer à l'absurdité, les étudiants français se préoccupent de savoir si les filles de Nanterre et d'Antony pourront accéder librement aux chambres des garçons, conception malgré tout limitée des droits de l'homme.*

Quant aux jeunes ouvriers, ils cherchent du travail et n'en trouvent pas. Les empoignades, les homélies et les apostrophes des hommes politiques de tout bord paraissent à tous ces jeunes, au mieux plutôt comiques, au pire tout à fait inutiles, presque toujours incompréhensibles. Heureusement, la télévision est là pour détourner l'attention vers les vrais problèmes : l'état du compte en banque de Killy, l'encombrement des autoroutes, le tiercé, qui continue d'avoir le dimanche soir priorité sur toutes les antennes de France. (...) ».

Deux mois-et-demi plus tard, on compte 10 millions de grévistes... L'étincelle ? « Les étincelles », devrait-on dire, qui ont déclenché l'explosion sont multiples. De Gaulle échoue en 1963 dans son projet d'instituer un régime bonapartiste « pur et dur ». Il échoue sur la grève des mineurs, grève pour les salaires et la quatrième semaine de congés payés. De Gaulle réquisitionne les mineurs. Avec les préfets et la gendarmerie, il cherche à les contraindre à reprendre le boulot. Les mineurs refusent d'obtempérer, la grève durera 35 jours et De Gaulle devra céder.

En 1967, le gouvernement tente de remettre en cause la sécurité sociale et d'imposer... l'intéressement contre les hausses de salaires (déjà !...) - c'est d'actualité, la sécurité sociale et les salaires ! Pour aller vite, il tente de légiférer par ordonnances créant immédiatement un vaste mécontentement

ouvrier que les bureaucrates syndicaux ont toutes les difficultés à canaliser (et ce, malgré des effectifs organisés trois à quatre fois plus nombreux qu'aujourd'hui...).

C'est aussi la réforme Fouchet qui institue la sélection à l'université. Le gouvernement trouve qu'il y a trop d'étudiants et que le niveau n'est pas assez élevé, il veut donc imposer un système de sélection à l'université. On voit bien que l'on retrouve toujours les mêmes axes d'attaques gouvernementales.

« Libérez nos camarades ! »

A partir de 1967, les grèves se multiplient, chaque manifestation est réprimée brutalement, à Caen, Quimper, Lyon, etc. Le 3 mai, en réaction à une menace d'attaque du groupe « Occident », les étudiants occupent la Sorbonne à l'appel de l'UNEF dirigée par des militants de la FER (l'OCI), des JC ou des sociaux-démocrates, une UNEF qui n'avait rien à voir avec cette caricature de syndicat étudiant qu'on connaît aujourd'hui. Ce 3 mai 1968, à 16 heures, la police intervient à la demande écrite du recteur, les militants sont arrêtés, la Sorbonne est fermée. Les étudiants se rassemblent de plus en plus nombreux aux cris de « libérez nos camarades », les CRS chargent violemment, les premiers pavés répondent aux grenades lacrymogènes. Les affrontements dureront jusqu'à 22 heures 30 ; on compte plusieurs centaines de blessés et 600 arrestations.

Dans les jours qui suivent, les manifestations étudiantes se multiplient, de même que les débrayages dans les usines ou les administrations. Des barricades font leur apparition au Quartier latin. A chaque fois, la répression policière est violente et les dirigeants étudiants sont contraints, à l'image de Cohn-Bendit, d'en appeler aux organisations ouvrières. C'est ce qu'ils font le 10 mai. L'UNEF appelle à la grève générale, la Fédération de l'éducation nationale (FEN) fait de même.

« Dix ans ça suffit ! »

Sous la pression de la base qui tend à submerger les appareils bureaucratiques, les syndicats ouvriers sont contraints d'appeler à une journée de grève le 13 mai. Ce jour-là, 10 ans jour pour jour après le coup d'état de De Gaulle, un million de manifestants déferle dans les rues de Paris, le slogan est tout trouvé : « dix ans, ça suffit ». Entre le 10 et le 13, l'appareil du PCF et des JC aura tout fait pour empêcher

la mobilisation. Ce 13 mai, il subit une première défaite.

Le lendemain, 14, à l'usine Sud-Aviation près de Nantes (l'établissement qu'EADS veut aujourd'hui fermer), plusieurs débrayages se produisent dans la journée. Des délégations syndicales sont envoyées discuter des revendications avec la direction qui manœuvre et cherche à opposer les différentes catégories de travailleurs (mensuels ou horaires, ingénieurs, techniciens, ouvriers, administratifs). A l'issue d'une dernière tentative dans l'après-midi, la direction répond « non » à toutes les revendications. L'ensemble de l'usine se met en grève, les portes sont fermées, le directeur est retenu dans son bureau, le drapeau rouge est hissé au portail principal. L'usine est occupée.

C'est la première usine occupée, il faut dire que ceux qui sont à la tête de la mobilisation et du syndicat CGT-FO sur place sont des militants de l'OCI, des militants trotskystes, donc. L'occupation de Sud-Aviation à Nantes fera trois lignes en page neuf du quotidien « l'Humanité » le lendemain ; mais les dirigeants de la CGT, les dirigeants du PCF, ne pourront pas empêcher la grève de se généraliser dans les jours qui suivent.

Aussi, le nombre des grévistes explose littéralement pour atteindre dix millions. Les occupations se multiplient de même que les tentatives de mettre en place des comités de grève. Tout ce mouvement se heurte systématiquement à l'opposition des appareils bureaucratiques, des appareils puissants tels qu'ils existaient avant la chute du Mur de Berlin. Les débats s'enflamment dans les usines, au bureau, dans les lycées et les universités, dans la rue. Les travailleurs et les jeunes se regroupent, se parlent, s'apostrophent dans les lieux publics, comme s'ils se connaissaient depuis toujours. Les affrontements sont de plus en plus politiques, bien que les bureaucrates fassent tout pour empêcher la mobilisation d'aller au-delà de l'aspect revendicatif.

Sans entrer dans une chronologie précise du mouvement (il existe des documents très bien faits, tel le livre de F. de Massot « La grève générale de mai-juin 68 » qui retrace la grève de façon très vivante, jour après jour, presque heure après heure), il y a des revendications à la base de la grève. La grève se développe, le mouvement étudiant

se développe, la jonction ouvriers-étudiants s'opère.

A la base de ces affrontements, il y a bien sûr des revendications (qui vont bien plus loin que cette histoire de dortoirs évoquée par l'éditorial du Monde). Il y a la bataille contre la réforme Fouchet, celle contre les ordonnances qui s'attaquent à la sécurité sociale, les revendications pour l'augmentation des salaires, la mensualisation, la généralisation de la quatrième semaine de congés payés, etc. Mais il faut bien voir qu'à partir du moment où la grève s'étend, où 10 millions de travailleurs ont cessé le travail, où les travailleurs et les étudiants se rejoignent dans la grève et qu'ils manifestent ensemble au cri de « De Gaulle, dix ans, ça suffit », on n'est plus dans la « simple » revendication.

Le 24 mai

Dès lors, on est dans la contestation du gouvernement, dans la contestation du régime, dans la contestation de l'Etat, dans la contestation du système capitaliste lui-même. Les débats se déplacent sur « les choix de société ». La grève générale, c'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs. Ce n'est pas simplement un mouvement revendicatif, même si les revendications sont toujours présentes.

Le 24 mai, des paysans commencent à entrer dans la lutte, notamment en Bretagne, malgré la pression des « syndicats », comme la FNSEA liée à l'UDR, c'est à dire au pouvoir. Mais les paysans sont dix fois plus nombreux en 1968 qu'en 2008, et ils se sentent de plus en plus menacés par les exigences des capitalistes de l'agro-alimentaire. Il existe aussi, dans certains secteurs et certaines régions, une tradition de lutte que les staliniens canalisent dans un syndicat contrôlé par eux, le MODEF.

La chaleur dégagée par cette gigantesque mobilisation est telle que toute une série de secteurs de la société liés à la petite bourgeoisie basculent aux côtés des travailleurs et des étudiants. Les paysans donc, mais aussi les artistes sont emportés par la vague ; et le festival du cinéma à Canne, par exemple, s'arrête car toutes les professions du spectacle, l'une après l'autre, vont entrer dans la grève.

Ainsi, les journalistes de la radio-télévision d'Etat, l'ORTF, supportent de plus en plus mal la ligne téléphonique directe qui relie le présentateur du journal télévisé au ministre de l'information. Certains d'entre eux ont même eu

le culot de diffuser des débats ou des reportages sommes toutes très modérés, mais qui ont fortement déplu en haut lieu. Les journalistes sont alors rappelés à l'ordre brutalement, mais le climat social est tel qu'ils ne vont pas accepter. Même l'ORTF finit par basculer dans la grève !

Aussi, le 24 mai, l'appareil d'Etat commence à ne plus répondre aux ordres du pouvoir central. Les préfetures, les ministères mêmes, se vident peu à peu de leurs employés.

La direction du PCF au secours De Gaulle

Le PCF est la force dominante à gauche. La social-démocratie est divisée depuis l'arrivée de De Gaulle au pouvoir et se regroupe dans une « fédération », la FGDS. Ces deux forces politiques vont jouer un rôle déterminant pour faire revenir la grève sur le terrain revendicatif, c'est-à-dire qu'elles vont se poser objectivement en protection du régime de la Vème République et de l'Etat. Elles le font en empêchant l'extension, en empêchant que les travailleurs et les jeunes ne construisent leurs propres organismes de direction et de contrôle de la grève. Organismes qui pouvaient permettre d'aller de l'avant en se regroupant en un comité national central de grève, ouvrant une perspective politique indépendante de la tutelle des appareils.

Les appareils n'hésitent pas à s'opposer au mot d'ordre « dehors De Gaulle », y compris en utilisant le mot d'ordre de « gouvernement populaire » comme on va le voir.

Dans la dernière semaine de mai, on peut réellement parler d'une situation révolutionnaire en ce sens que « *en bas on ne veut plus être gouverné comme avant, en haut on ne peut plus gouverner comme avant et que les masses sont en mouvement* ». C'est la définition de Lénine. Car les masses sont bien en mouvement, il y a 10 millions de grévistes, les manifestations sont quotidiennes, les affrontements avec les flics aussi, il y a des blessés nombreux, et même des morts, lycéens, étudiants ou ouvriers, devant Peugeot ou à Renault Flin ; et plus tard, après mai 68, avec Pierre Auvernavy.

Les affrontements ont lieu avec les CRS, les gardes mobiles, mais aussi avec les provocateurs des groupes fascistes comme « Occident », de ceux qui donneront naissance à « Ordre nouveau » ou au GUD. Le SAC aussi est très actif, il va jusqu'à enlever des ma-

nifestants et à détenir des militants dans des prisons clandestines. Les « ambulanciers » du SAC qui ramassent les manifestants blessés sont notoirement connus, de même que les « appariteurs » qui servent d'indicateurs à la police et d'hommes de main sur les campus.

Un affrontement extrêmement violent donc : c'est la lutte des classes, ce n'est pas la « négociation permanente » comme on la connaît aujourd'hui. La question qui se pose est celle du front uni, de l'unité de la classe et de ses organisations, du rôle des dirigeants (donc, qui dirige et qui contrôle ces dirigeants et ces organisations...). Contrairement à ce qu'expliquent les gauchistes de l'époque (à savoir : peu importe qui dirige les organisations, puisque on va s'en passer), les dirigeants et les organisations sont là, et donc la question est bien : « qui dirige ? ». D'ailleurs, dans toute une série d'endroits, des bureaucrates qui s'opposaient trop directement aux grévistes sont démis.

Se pose bien entendu la question du parti. Car, à ce moment-là, le parti représentant la classe ouvrière est le PCF. La tâche du PCF, comme celle des partis du même type ailleurs dans le monde, c'est de canaliser les mécontentements, de leur donner une apparence de dignité et de les enliser pour s'assurer que les revendications n'aillent pas contester les régimes en place. Ceci est conforme aux accords de Yalta-Postdam de 1944-1945, entre la bureaucratie de Moscou et l'impérialisme. Or, en 1968, le renversement du gouvernement, la fin du régime, le démantèlement de l'appareil d'Etat sont à l'ordre du jour et, de ce point de vue, la direction du PCF va littéralement sauver De Gaulle.

Nous connaissons tous plus ou moins la fameuse anecdote de J. Chirac qui va, avec un pistolet dans la poche (la première fois, car après il a bien compris qu'il ne courrait aucun risque), rencontrer des dirigeants de la CGT dans une chambre de bonne à Paris, pour négocier le cadre des accords de Grenelle.

Les accords de Grenelle sont une vaste négociation entre le pouvoir gaulliste vacillant (toujours là, mais avec une capacité d'action qui se réduit d'heure en heure), le patronat, représenté par le CNPF essentiellement, et les confédérations ouvrières, parmi lesquelles la CGT joue le rôle principal.

Ces accords vont déboucher sur une réponse revendicative de nature à servir de point d'appui à une contre offensive du pouvoir. Dans ces accords, il y a effectivement des concessions importantes, comme une augmentation de salaire de 30%, la quatrième semaine de congés payés, la mensualisation et... la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise avec des moyens d'actions pour les représentants des travailleurs, c'est-à-dire pour les bureaucrates, de façon à les impliquer plus activement dans la fin de la grève générale.

« Ne signez pas ! »

G. Séguy, le principal dirigeant de la CGT, arrive le 27 à Renault Billancourt qui est, à ce moment, un des bastions essentiels, le centre de la classe ouvrière. Séguy explique aux ouvriers que les accords de Grenelle sont de bons accords et que la CGT envisage de les signer. Là, « l'impensable » se produit : Séguy se fait huer, siffler. Les travailleurs hurlent : « ne signez pas ! ». Séguy ne s'y attendait probablement pas. A cet instant précis, la situation bascule.

Il faut souligner que les principaux dirigeants de la CGT d'alors étaient des militants du PCF. Or, si l'appareil de la CGT, donc la direction du PCF, ne contrôle plus la situation cela veut dire que, pour la bourgeoisie, les choses sont particulièrement graves.

Une manœuvre est donc lancée conjointement entre l'appareil stalinien et le pouvoir gaulliste : De Gaulle disparaît... On le cherche, on suscite une forme d'inquiétude, une interrogation : a-t-il quitté le pouvoir ? On cherche à déplacer l'attention sur ce « problème », la disparition de De Gaulle.

Puis on retrouve De Gaulle... à Baden-Baden, au QG des troupes françaises d'occupation (FFA) qui sont stationnées en Allemagne depuis la fin de la seconde guerre mondiale, une Allemagne divisée en deux états et quatre secteurs d'occupation.

Là, De Gaulle rencontre le général Massu qui a montré en Algérie qu'il n'hésitait pas à appliquer les ordres quoi qu'il en coûte, Massu qui n'a jamais regretté son engagement dans la sale guerre. Le message est clair. C'est une menace de coup d'état militaire, une menace d'intervention des FFA en territoire français.

De son côté, le PCF prend appui sur la menace. Pendant que Mitterrand pro-

pose un gouvernement provisoire « sans exclusive » autour de P. Mendès-France, le PCF fait défiler la CGT sous le mot d'ordre de « gouvernement populaire », formule ambiguë qui permet à De Gaulle de lancer la deuxième phase de sa contre-offensive.

Insistons : alors que De Gaulle est à Baden-Baden, alors que le Premier ministre G. Pompidou est quasiment réduit à l'impuissance à Matignon, alors que le pouvoir d'Etat semble s'être évanoui, le PCF, via la CGT, appelle bruyamment à un gouvernement populaire, mais ses militants restent à l'écart des palais de la République et des centres de décisions !

Au contraire, le PCF contribue à donner corps à la menace et part en campagne contre « l'aventurisme » et les « irresponsables ». La menace est là, il faut y faire face avec esprit de responsabilité, l'heure n'est plus à la grève : voyez ce qui se passe en Grèce avec les colonels...

Les élections contre la grève

Alors De Gaulle peut reprendre l'initiative. Il revient et annonce la dissolution de l'assemblée nationale et des élections anticipées. FGDS et PCF vont s'engouffrer avidement dans cette brèche et s'opposer à la poursuite de la grève sous prétexte de gagner par les élections. Ce sont des élections-trahison, et non pas des « élections-piège-à-con » comme diront les gauchistes préférant accabler les travailleurs pour mieux épargner les bureaucrates.

La direction du PCF va organiser le reflux, certes avec des difficultés, avec une crise importante, mais il dispose alors d'un appareil qui fait la différence au moment d'agir. Alors qu'en face, il y a un mouvement gigantesque qui peine à s'organiser, des organisations qui postulent pour certaines au rôle de parti révolutionnaire mais qui sont trop petites pour être en capacité de peser, et un appareil d'Etat qui se réordonne et cherche à reprendre la main.

Dès lors que la grève générale ne parvient pas à briser la résistance des appareils et ne trouve pas de débouché politique, dès lors qu'elle ne progresse plus, elle va commencer à refluer. Le balancier de l'histoire repart donc dans l'autre sens. La direction du PCF va réussir à faire refluer le mouvement, difficilement puisqu'elle va mettre un mois et demi à faire reprendre le travail dans certains secteurs, comme la métallurgie, et certaines entreprises. L'ORTF

ne reprendra complètement que mi-juillet, 30% des journalistes en seront licenciés...

L'appareil d'Etat vient « solder » la situation politique en juin avec les élections législatives qui, la grève générale ayant reflué, donnera une assemblée « bleu-CRS », la plus à droite depuis longtemps...

Conclusions

Nous l'avons vu, nous retrouvons les mêmes axes d'attaque gouvernementale en 2008 qu'en 1968. C'est la logique du système capitaliste. Tout ce qui a été arraché est ensuite repris. En 1968, comme en 1936, 1945, 1947 ou 1953 des acquis ont été arrachés. Mais tant que la bourgeoisie garde le pouvoir politique et économique, elle travaille à reprendre ce qu'elle a dû concéder, et même au-delà.

Le capital financier exige ses 15% de taux de profit annuel. Vous achetez un appartement, vous le remboursez en 20 ans, le capital financier exige un amortissement de ses « investissements » en 6 ans ! Les gouvernements s'attaquent donc à reprendre la sécurité sociale, les retraites par répartition, le Code du travail et les conventions collectives, comme ils s'en prendront inéluctablement aux congés payés, etc.

Dans l'après 1968, un certain nombre de conquêtes ont été obtenues dans le domaine du « sociétal » comme on dit, c'est-à-dire dans les mœurs. Le droit à la contraception puis le droit à l'avortement ont été des avancées importantes, remises en cause aujourd'hui également. Il faut savoir que dans ce pays les femmes n'ont acquis le droit de vote qu'en 1945 et que jusqu'en 1963, il leur fallait l'autorisation du mari ou du père pour ouvrir un compte en banque ! On peut trouver cela surréaliste en 2008, mais ces droits-là, il a aussi fallu se

battre pour les imposer.

Au-delà des avancées dans le domaine des mœurs et des relations entre les personnes, de réelles avancées ont été obtenues de façon contradictoire : l'augmentation des salaires a été engloutie par l'inflation en quelques années, et les nouveaux droits syndicaux se sont souvent transformés en moyens de contrôle des travailleurs par les bureaucrates.

En 1969, échouant dans sa volonté d'imposer sa réforme du Sénat par référendum, De Gaulle doit démissionner.

La réforme Fouchet a échoué. Le nombre des étudiants a littéralement explosé et les gouvernements successifs ont essayé d'imposer des contre-réformes pour tenter d'endiguer le mouvement. On en voit encore les conséquences avec la LRU, véritable cadre de privatisation de l'université.

Le problème n'est pas dans le fait que la grève générale de mai-juin 68 « aurait pu durer plus longtemps », comme disait A. Laguiller ce matin même (10 mai 2008), à la radio. Nous avons bien vu que la question centrale est celle-ci : « qui dirige ? ». La grève générale n'a pas « besoin » du parti pour éclater, elle le fait en quelque sorte « spontanément », bien que l'explosion est précédée d'une fermentation, qu'elle se situe dans un contexte de montée révolutionnaire à l'échelle du monde et que le contexte politique national est également favorable à l'explosion. En effet, le rôle des organisations politiques, notamment celui des organisations trotskystes, n'est pas neutre dans cette affaire.

Pour ne prendre que ces exemples, on a vu l'importance de l'activité du SWP aux USA à propos des droits civiques et de la guerre du Vietnam, ou bien celle de l'OCI en France dans le dé-

clenchement de la grève à Sud-Aviation. Le fait d'avoir des organisations trotskystes a permis à ces mouvements d'aller plus loin que ceux où les maoïstes, par exemple, dominaient. Ces derniers ont souvent dévoyé des mouvements révolutionnaires en des guérillas sans fin, ou ils les ont conduit dans des voies de garages et des impasses démoralisatrices

Le rôle d'un parti trotskyste n'est pas de faire à la place de la classe. Ce rôle est d'aider la classe à se saisir de ses revendications, s'organiser, se structurer, à contrôler son propre mouvement. Et aux moments cruciaux, aux moments des chocs décisifs, le rôle d'un parti trotskyste est de prendre, en liaison avec la classe, les décisions qui s'imposent.

Dans tous les affrontements, celui qui est le mieux organisé, celui qui dispose d'un rapport de force favorable -tant numériquement qu'en termes d'organisation et de contrôle- est plus à même de l'emporter. C'est la raison pour laquelle l'appareil du PCF, en 1968, s'est battu pour empêcher l'émergence et la centralisation des comités de grèves. L'existence d'un comité national central de grève aurait signifié qu'un état-major de la classe, contrôlé par la classe, non seulement contestait la légitimité du PCF, mais aussi celle de l'appareil d'Etat. Car ce comité aurait constitué un véritable double pouvoir, apte à ouvrir une issue positive aux intérêts de la classe ouvrière et de la jeunesse dans cet affrontement.

De ce point de vue, le problème du parti reste entier et c'est ce problème que nous vous proposons de travailler à résoudre avec nous la, LIT-QI, le GSI. Comme disaient les manifestants des années 60 aux USA : « we shall overcome », nous vaincrons !

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 :
A.P.I.D.O - BP 66 - 94311 ORLY CEDEX France (adresse pour toute correspondance)

Courrier électronique (E-Mail) : contact@gsi-litqi.org

Site Web : <http://www.gsi-litqi.org/>

Clôture rédactionnelle le 11 juin 2008

Directeur de la publication : J.-L. DAVIER

Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale